

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article793>



# Faut-il supprimer les partis politiques ? - Suite

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Le rôle des partis -



Date de mise en ligne : mardi 10 décembre 2013

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

***Nous publions ci-dessous un article de Christian Berthier qui fait suite à l'article***

***<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article786>***

Ce nouveau texte appelle bien entendu les réactions.

\*\*\*

### **Faut-il supprimer les partis politiques - Suite**

Les constitutions de 1946 et 1958 cantonnent les partis politiques dans un rôle limité :

« Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

Le pouvoir d'Etat appartient aux assemblées élues, ni aux partis, ni aux associations, lobbies et syndicats de tous types. La constitution de 1958 le reconnaît en mots, mais en fait, elle élève le pouvoir d'Etat au dessus des assemblées élues.

Conseil d'état, conseil constitutionnel, cour de cassation, élection du président de la république au suffrage universel, Institutions européennes : autant d'occasions et d'organes qui réduisent le rôle des assemblées élues et de chaque élu en particulier.

Enfin, semble se jouer actuellement l'acte final de l'éloignement des élus par rapport aux électeurs dont ils ont mandat par la généralisation des métropoles, des intercommunalités et collectivités à géométrie variable. Au terme d'un tel processus, la compétence générale de chaque citoyen pour tout ce qui le concerne serait étroitement encadrée par un réseau administratif sur lequel il n'aurait plus prise et auquel il devrait impôts et cotisations sociales.

Dans une telle évolution, le rôle de la libre association des citoyens ne peut que se réduire quant elle n'est pas réprimée. Il n'est pas surprenant que ceux qui veulent « faire bouger les choses » et/ou chercher une reconnaissance de leurs capacités se tournent plutôt vers l'Etat ou les grands acteurs privés.

Partis, syndicats, associations sont victimes et non acteurs de leurs replis démographiques et/ou bureaucratiques. Que certains en aient fait de nécessité vertu relève de la concurrence libre et non faussée et non de la fatalité. A preuve les catastrophes sociales et politiques, guerres militaires ou civiles qui concluent toujours la dégénérescence des nations de toutes tailles.

Comme il est normal que paraissent périodiquement des théorisations de l'intégration des populations à leur Etat. « total », « corporatiste », « nouveau », etc. Une telle « normalité » intégrée est sans issue.

L'espèce humaine est une espèce comme les autres : elle doit continuer à s'adapter sans cesse pour survivre. Aujourd'hui à 7 milliards. Changements, progrès, confrontations entre individus, processus sont conditions de sa survie. C'est particulièrement vrai dans les domaines scientifiques et techniques pour surmonter les défis posés par le climat et les catastrophes naturelles et biologiques. La compétition est indispensable, mais elle doit restée sous le contrôle de l'espèce, des peuples, des organisations que chacun se donne. Faute de quoi, cette compétition débouche sur la guerre qui, avec les moyens techniques actuels entraîne de profonds reculs de civilisation.

Au niveau de chaque « nation », l'histoire a dégagé l'obligation de constituer chaque peuple « en corps » pour qu'il

organise lui-même son vivre ensemble, son optimum économique et social.

Toutes les nations se sont cristallisées a partir de noyau sociaux, en France, les « paroisses », « communes », villages, tribus, etc animées de collectifs plus ou moins élus. Partout, les « états » ont du composer avec le phénomène communal et les cadres politiques qui en furent issus. Partout, les « élites » sélectionnées au sein de ces états ont du soit céder la place soit se plier au suffrage universel.

C'est parce que les « partis », représentés par leurs « cadres » se sont éloignés de la réalité sociale de leur peuple et qu'ils en ont perverti les mandats et se sont intégrés dans l'appareil de l'état qu'ils se sont ossifiés en « appareils ». L'Espèce ne reconnaît plus ceux qui l'oublent.

Actuellement, en France, l'exécutif tente de s'élever au dessus du peuple et même au dessus des élus de tous niveaux pour atteindre des objectifs financiers et sociaux fixés ailleurs.

En s'obstinant, l'exécutif affronte violemment le peuple, ses élus petits et moins petits.

Ces derniers ont commencé à refuser leur propre extermination programmée. Mais le temps presse. Il faut revenir au peuple, a ses assemblées petites ou grandes, pour éviter une catastrophe sociale. C'est l'essentiel du problème posé aux électeurs dans la campagne des élections municipales. Une dernière chance pour les partis de construire ou reconstruire leur légitimité à tout faire pour exécuter les mandats reçus des électeurs.